

**COMPLEXE SIDÉRURGIQUE D'EL HADJAR**

# Redémarrage à la mi-août

**Les essais du haut-fourneau (HF) n° 2 du complexe sidérurgique d'El Hadjar dont les derniers travaux de réhabilitation sont au stade final seront effectués le 10 août prochain, alors que le démarrage effectif de la production à partir de ce site au cœur de la zone chaude du complexe est prévu pour le 15 ou 16 du même mois, selon des sources crédibles au sein du complexe.**

Des cadres centraux du ministère de l'Industrie et des Mines, de la Direction générale du groupe Imetal et des cadres du complexe ont séjourné ces deux derniers jours à Lisbonne (Portugal) dans le cadre des consultations avec les responsables de l'entreprise multinationale «Pirson», spécialisée dans la rénovation des installations sidérurgiques, a-t-on appris des mêmes sources.

Cette entreprise est en charge des travaux de réhabilitation décidés par l'Etat algérien. Elle a remplacé une autre société étrangère (Feretti, italienne) qui s'est avérée défaillante après avoir entamé le démontage du haut fourneau (HF), première étape des

opérations de réhabilitation et d'investissement des installations de production du fer et de l'acier vétustes ou nécessitant une modernisation. Sans mise en service du HF, il n'y aurait aucune coulée d'acier, estiment des sidérurgistes.

Cette réhabilitation s'inscrit dans le cadre du plan d'investissement soutenu financièrement par le gouvernement algérien pour un milliard de dollars.

Elle a pour objectif de redonner un second souffle à la sidérurgie algérienne. Pour rappel, la mise à l'arrêt total de la production du fer et de l'acier dont le haut fourneau (HF) n°2 dans le cadre de la réhabilitation de toute la zone chaude du complexe El Hadjar est

effective depuis la fin septembre 2015. Constituant le prélude à la concrétisation du plan d'investissement, la durée de sa mise à l'arrêt définitif était prévue pour une durée de plus de cent jours. Et pour cause, cette période était nécessaire, selon des techniciens, non seulement pour la réhabilitation des installations de production, mais aussi leur modernisation.

L'objectif étant d'atteindre le seuil de production de 2,2 millions de tonnes/an. Sauf que cette durée annoncée en septembre 2015 s'est prolongée jusqu'à l'annonce des essais pour le 10 août prochain, soit près de dix mois. «A compter de ce jour, le groupe ArcelorMittal n'est plus concerné par la gestion de l'entreprise AMA devenue propriété à 100% algérienne», avait annoncé le ministre de l'Industrie et des Mines Abdesslem Bouchouareb lors de la conférence de presse qu'il a animée le 5 octobre 2015. Il insistait ce jour-là sur la récupération de la totalité des actions du capital social de AMA par le gouverne-



Photos : DR

**Toute la zone chaude d'El Hadjar est effective depuis la fin septembre 2015.**

ment algérien. Mais plus de dix mois après, les représentants du groupe indien leader mondial de l'acier tiennent toujours les rênes de la Direction générale et des affaires. leur directeur

général Mukund Kulkarni décide de la totalité des actes de gestion au complexe d'El Hadjar font remarquer d'anciens sidérurgistes.

**A. Bouacha**

**INSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES**

## Les nouveaux bacheliers dispensés de documents administratifs

**Les nouveaux bacheliers n'auront pas à présenter de documents administratifs lors de leurs inscriptions universitaires. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a décidé de consulter le fichier national du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales pour avoir les renseignements des nouveaux étudiants.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Les nouveaux bacheliers n'auront besoin que d'une copie de leur relevé de notes et de photos pour effectuer leurs inscriptions universitaires. C'est ce qu'a déclaré hier le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Le département de Tahar Hadjar utilisera le fichier national du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales pour avoir les informations de l'état civil des futurs étudiants. Ces derniers sont dispensés de documents de fait qu'ils ont déjà établi des cartes nationales biométriques pour passer leurs épreuves du baccalauréat. Toutes les informations demandées pour les inscriptions universitaires sont disponibles sur un fichier national.

Par ailleurs, Tahar Hadjar, qui a animé hier une conférence de presse à l'occasion du démarrage des préinscriptions universitaires qui vont se poursuivre jusqu'à demain, a indiqué que cette année les universités vont accueillir moins de nouveaux étudiants par rapport à l'année passée. 133 131 nouveaux bacheliers vont rejoindre les universités cette année contre 373 141 l'année dernière.

La pression sera certes moindre mais le choix des filières sera compliqué pour les futurs étudiants. Car, s'il y a moins d'admis cette année, les candidats ayant obtenu leurs diplômes du bac avec de bonnes moyennes sont plus nombreux.

361 candidats ont obtenu leur bac avec une mention excellente cette année contre 90 en 2015.

7 744 candidats ont obtenu cet examen avec une mention très bien cette année contre 5 853 l'année passée et 29 912 avec une mention bien contre 32 000 l'année dernière. Ceux ayant obtenu le bac cette année avec mention assez bien sont au nombre de 91 000 contre 98 000 l'année dernière et ceux l'ayant obtenu avec mention passable sont au nombre de 200 000 contre 226 000 lors de la session précédente.

Le ministre de l'Enseignement supérieur a également rappelé que, pour cette année, le nouveau bachelier aura une liste de vœux réduite. Celle-ci passera de dix à six choix. Selon lui, la liste des vœux sera réduite progressivement jus-

qu'à sa suppression. L'objectif de son département, a-t-il indiqué, est d'arriver à ce que l'élève sache dès son entrée au cycle primaire quelle moyenne il devra obtenir pour suivre une spécialité universitaire. Le département de Tahar Hadjar est en train de travailler de sorte à fixer une moyenne précise pour chaque spécialité. Ainsi, les futurs bacheliers s'inscriront directement dans

une spécialité de leur choix à long terme. L'intervenant a aussi indiqué que son département a introduit cette année un nouveau système «progress». Ce système en partenariat avec l'Union européenne permettra de suivre tout le cursus universitaire, pédagogique et administratif.

Pour rappel, la confirmation des préinscriptions est fixée entre le 22 et le 24 juillet. Les affect-

tations et les recours seront établis en ligne du 31 juillet au 2 août. Le candidat peut introduire un recours dans le cas où aucun de ses six choix n'a été retenu. Après avoir pris connaissance de son affectation, le nouveau bachelier doit procéder à son inscription définitive allant du 4 au 9 août auprès de l'établissement où il a été affecté.

**S. A.**

**CASNOS**

## Les enseignants de cours de soutien sommés de payer

**Sept cotisants pour un retraité**

Par ailleurs, Acheuk Youcef a indiqué que la branche retraite pour les non salariés ne sera jamais en difficulté. « Actuellement, on en est à 4 cotisants pour un retraité, et nous comptons, de proche en proche, augmenter pour arriver d'ici 1 ou 1 an et demi à 5 pour 1 et bientôt, c'est-à-dire d'ici 3 ans, on va être à 7 cotisants pour 1 retraité », a-t-il détaillé. Sur le plan statistique, le DG de la Casnos a annoncé que le nombre de commerçants assujettis ayant un registre de commerce, est de 1,7 million, sur ce nombre on dénombre 1,3 million qui sont affiliés, et il reste 500 000 personnes non affiliées que la Casnos va devoir aller approcher. « Avant, on attendait que les gens viennent s'affilier, aujourd'hui c'est nous qui allons vers eux », a indiqué Acheuk Youcef Chawki. S'agissant des artisans, le nombre d'assujettis disposant de cartes d'artisan, la Casnos en a dénombré 400 000, sur ce total 277 000 sont affiliés. Ce sont ainsi 223 000 que la Casnos doit approcher en vue de les amener à s'affilier. Pour ce qui est des professions libérales, le DG de la Casnos a indiqué que pour ce qui est des chauffeurs de taxi, sur plus de 80 000 assujettis, on dénombre 52 000 qui sont affiliés. Il en reste environ 30 000 qu'il va falloir amener à adhérer à ce dispositif. Il n'est pas exclu que les policiers exigent dorénavant la carte d'affiliation à la Casnos aux taxieurs, tient à signaler le confédér-

sions libérales (médecins en cabinets privés, chirurgiens dentistes, avocats, ...) on dénombre 120 000 assujettis sur lesquels 87 000 sont affiliés, ce qui signifie que ce sont 32 000 qui ne sont pas encore affiliés à la Casnos.

Les personnes non affiliées ont un délai qui court jusqu'au 31 décembre 2016 pour se mettre en règle avec la sécurité sociale. « Quand ces personnes viennent de leur plein gré ou quand nous les approchons une première fois, celles-ci bénéficient automatiquement des dispositions de la LFC 2015 relatives à l'effacement des pénalités de retard. Dans le cas où le dossier atteint le stade du contentieux il n'y a plus aucune chance », prévient M. Acheuk Youcef.

Sur l'évolution du nombre des cotisants, il dira que le chiffre est en train d'augmenter de manière très remarquable. Ainsi, la Casnos a enregistré un nombre de 550 000 cotisants réguliers en 2013 passant à 860 000 actuellement, alors que l'objectif sur toute cette année était d'atteindre 900 000 cotisants. Les nouvelles prévisions tablent sur un nombre de 1,1 million cotisants d'ici la fin 2016. Soit une augmentation de 52% au cours de l'année 2016 par rapport à l'année dernière.

S'agissant des nouveaux immatriculés, le nombre a augmenté de manière importante, se félicite le DG de la Casnos, puisqu'en 2015 on en comptait 71 000 nouveaux immatriculés, la Caisse prévoit de clôturer l'année en cours avec 300 000 nouveaux immatriculés, souligne le DG.

**Y. D.**

**Le DG de la Caisse nationale de la sécurité sociale des non-salariés (Casnòs), a animé, hier, un point de presse au siège de la direction générale, durant lequel il a fait quelques nouvelles annonces et donné un bilan des activités de la Caisse.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Abordant l'aspect lié aux agriculteurs, Acheuk Youcef a relevé que cette catégorie est le « gros problème » auquel la Caisse fait face actuellement. « Le problème c'est que l'agriculteur travaille et n'a pas de couverture. En cas de maladie, il n'a pas de quoi payer ses soins, en plus il n'ouvre pas droit à la retraite. Il nous faut absolument faire en sorte de couvrir les agriculteurs, et que la relève (leurs enfants) soit assurée ». Dans ce sens, le DG de la Casnos a annoncé qu'un régime spécial a été mis en place pour cette catégorie. Jusqu'en 1996, les agriculteurs étaient couverts socialement par la CNMA (Caisse nationale de mutualité agricole). Depuis, la CNMA a abandonné cette mission d'assurance sociale pour l'assurance économique. Ce qui a poussé les agriculteurs à revenir à la Casnos. Sauf que, relève M. Acheuk, ces derniers n'ont pas été informés qu'ils devaient payer des cotisations. Nombreux n'ont jamais su qu'il y avait une sécurité sociale. Sont venues la période de la sécheresse et la période du terrorisme, qui ont mis en difficulté financière ces agriculteurs.

Une situation qui a conduit les pouvoirs publics à envisager des facilités en direction de ces agriculteurs. Notamment la possibilité qui

leur est faite de payer leurs cotisations quel que soit leur âge, et remonter jusqu'en 1996, de sorte à ce que ce soit intégré dans le calcul de la retraite. Parmi les facilités qui leur sont accordées, l'exonération du paiement des pénalités de retard. Quelque 20 000 agriculteurs nouveaux affiliés se sont présentés à la caisse, affirme Acheuk qui reconnaît la difficulté de toucher l'ensemble de cette catégorie. Une grande opération de communication sera d'ailleurs lancée dès le mois de septembre prochain pour sensibiliser cette catégorie à la nécessité de payer des cotisations.

D'autre part, le DG de la Casnos a annoncé que les enseignants qui dispensent des cours de soutien devront eux, également, payer des cotisations à la Casnos dès lors qu'ils touchent des revenus. Cela, quand bien même ils cotisent à la Cnas. Dès le mois de septembre des contrôleurs agréés peuvent aller contrôler toute activité des enseignants quel que soit l'endroit où ils « officient ». Un constat d'activité sera fait, ce qui donne lieu à une procédure d'« affiliation d'office » et l'enseignant est en devoir de payer ses cotisations sous réserve de poursuites. De cette sorte, le concerné va s'assurer d'une couverture sociale complémentaire en matière de retraite.